

LE SUIVI DU PROJET GTA ET LA GOUVERNANCE RESPONSABLE DES RESSOURCES NATURELLES AU SÉNÉGAL : LEGS-Africa publie un rapport sur la situation de référence des impacts environnementaux et sociaux et propose un mécanisme de renforcement de la résilience des communautés côtières.

Dans le cadre du suivi des impacts environnementaux et sociaux de l'exploitation du gaz et du pétrole au Sénégal et en Mauritanie, le Think tank LEGS-Africa produit un **premier rapport alternatif inédit sur la situation de référence des impacts environnementaux et socio-économiques du projet gazier Grand Tortue Ahmeyim (GTA)**. Ce rapport s'inscrit dans le cadre du Projet de Suivi Alternatif des impacts environnementaux et sociaux de l'exploitation du gaz au Sénégal, mis en œuvre par LEGS-Africa en collaboration avec l'équipe de recherche Géomorphologie, Environnement et Développement (GED) du Laboratoire LEIDI de l'Université Gaston Berger (UGB) de Saint-Louis.

Ce travail de recherche présente une analyse détaillée de l'état initial des écosystèmes marins et des conditions socio-économiques des communautés vivant dans les zones d'influence du projet. Il met en évidence la richesse écologique de la zone côtière ainsi que la forte dépendance des populations locales notamment les pêcheurs artisanaux, les mareyeurs et les femmes transformatrices aux ressources marines pour leurs moyens de subsistance.

Cette étude souligne également les enjeux et risques potentiels liés aux activités d'exploitation gazière offshore, notamment les pressions sur les ressources halieutiques, les perturbations possibles des écosystèmes marins et les défis socio-économiques auxquels pourraient être confrontées les communautés côtières.

Lire le rapport complet ici : <https://legs-africa.org/wp-content/uploads/2026/03/Rapport-devaluation-des-impacts-environnementaux-et-sociaux-du-projet-GTA- Situation-de-reference.pdf>

Face à ces enjeux, LEGS-Africa partage avec les communautés et acteurs économiques locaux les soucis d'une cohabitation qui ne joue pas au détriment de l'écosystème marin et des moyens d'existence et de santé des populations riveraines. A cet effet, le Think tank propose de renforcer les mécanismes de résilience des territoires et des populations à travers la mise en place d'un **Fonds Bleu** dédié à la compensation durable des impacts socio-économiques et environnementaux liés aux activités extractives, le changement climatique et autres pressions sur les zones côtières, tout en renforçant la résilience des communautés littorales.

Ce mécanisme pourrait contribuer notamment à :

- Soutenir la modernisation de la pêche artisanale et les activités économiques liées à la mer ;
- Financer des initiatives de restauration et de protection des écosystèmes côtiers ;
- Accompagner l'adaptation des communautés face aux impacts environnementaux et socio-économiques ;
- Promouvoir une gouvernance participative et transparente des ressources marines.

Pour LEGS-Africa, la mise en place d'un tel mécanisme constitue une opportunité stratégique pour renforcer la résilience des communautés côtières et assurer une meilleure redistribution des bénéfices issus de l'exploitation des ressources naturelles.

Consulter le Policy brief, tiré de cette étude dont les résultats seront partagés dans le cadre d'un plaidoyer pour l'adoption du Fond bleu. A lire ici : https://legs-africa.org/wp-content/uploads/2025/11/Policy-Brief_Fonds-bleu.pdf

Dans la continuité de ce travail, LEGS-Africa annonce également de prochains rapports annuels d'évaluation des impacts des projets pétroliers et gaziers. Ces rapports permettront d'approfondir l'analyse des impacts environnementaux et socio-économiques et à formuler des recommandations stratégiques à l'attention des pouvoirs publics, des communautés, des partenaires techniques et financiers, des chercheurs, ainsi que des acteurs de la société civile.

À travers ces travaux, LEGS-Africa réaffirme son engagement à promouvoir une gestion responsable, transparente et inclusive des ressources naturelles, afin de garantir que le développement des projets énergétiques contribue durablement au bien-être des populations et à la préservation de l'environnement.

Dakar, le 12 mars 2026.